

ÉDITO

# Sommet du G7 2026 à Évian

Par Maurice GOURDAULT-MONTAGNE



Maurice GOURDAULT-MONTAGNE est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été ambassadeur de France au Japon (1998-2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). À Paris, il fut le directeur adjoint puis le directeur du cabinet d'Alain Juppé, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devint ensuite conseiller diplomatique de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). A l'issue de sa carrière diplomatique, il intègre le Boston Consulting Group et rejoindra le Groupe ADIT et ESL en tant que Senior Advisor en octobre 2023.

*La France présidait cette année 2026 le G7 qui, lors de sa création en 1975 par Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, regroupait les économies les plus riches de la planète. Désormais, avec la montée en puissance des pays émergents, il s'agit plus d'un groupe de pays occidentaux rassemblés autour des mêmes valeurs démocratiques, France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Canada, États-Unis, Japon, et Union Européenne.*

On se souvient que la ville d'Évian avait déjà été choisie pour un sommet du G7/G8 en 2003 alors que l'intervention américaine en Irak avait débuté en mars. La Russie était encore membre du G8 dont elle fut exclue après la région du Donbass et l'annexion de la Crimée en 2014. D'où un retour à l'appellation de G7.

Comme en 2003, il s'agissait pour la présidence française de chercher à restaurer entre occidentaux, une unité de vue et d'action sur un grand nombre de défis à relever par la communauté internationale dans un contexte conflictuel et alors même que s'est constitué depuis 2009 le groupe des BRICS avec le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud élargi en 2024 à l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats Arabes Unis, l'Iran et l'Indonésie dont l'ambition est de défier la gouvernance mondiale politique et financière déterminée, selon eux, par le monde occidental à leur détriment.



Depuis l'origine, le G7 qui n'est pas une institution, a gardé sa vocation d'être un groupe informel sans secrétariat qui, par ses décisions, donne les impulsions nécessaires aux organisations internationales sur des sujets concernant notamment, l'économie, les finances, l'énergie, la santé, le développement, les technologies ainsi que la paix et la sécurité. Depuis plusieurs années, on observe une tendance du G7 à prendre position sur les grands conflits internationaux, ce qui n'était pas le cas au début.

Le sommet du G7 de 2026 avait pour défi particulier de retenir, pendant l'ensemble de la réunion, la présence du président Donald Trump qui avait quitté prématurément le sommet de Kananaskis de 2025 qui s'était terminé avec des conclusions tronquées. Tout avait été fait par la présidence française pour aménager les dates du sommet en fonction des contraintes du président américain qui fêtait les 250 ans de l'indépendance américaine. Le sommet se tenait par ailleurs dans un contexte de guerre commerciale, malgré l'accord passé en juillet 2025 entre l'Union européenne et les États-Unis à Turnberry, et sous la menace d'augmentation de tarifs douaniers sur certains biens par Donald Trump en rétorsion aux décisions prises par l'Union européenne

sur les questions numériques. Le contexte était aussi comme l'an dernier celui de la guerre entre l'Ukraine et la Russie et la nécessité de conserver une unité d'action avec les États-Unis. Le fait nouveau était pour les participants les conséquences de la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran et de voir se régler sans délai la question du passage dans le détroit d'Ormuz avec ses conséquences pour l'économie mondiale et en particulier sur le plan énergétique.

Afin de donner à ce sommet du G7 le maximum de résonance, un « outreach » avec l'Inde, le Kenya, la Corée-du-Sud, le Brésil et l'Égypte avait permis tout au long de l'année écoulée au niveau ministériel, une préparation du thème principal de la rencontre qui concernait les déséquilibres mondiaux. Les chefs d'État et de gouvernement des pays invités se sont rendus à Évian la veille du sommet.

L'objectif était d'essayer de concilier d'un côté les États-Unis et la guerre des tarifs douaniers, d'un autre côté la Chine et ses surcapacités de production, et au milieu, l'Union européenne avec un marché ouvert sur le monde. La question était de savoir comment rééquilibrer l'économie mondiale en tenant compte des grandes tendances.

Le sommet du G7 d'Évian a donné lieu à une dizaine de communiqués sur une série de sujets qui sont autant d'orientations que les grandes économies occidentales sont censées suivre dans les mois qui viennent.

Les nouvelles technologies ont fait l'objet d'une attention particulière notamment concernant le déploiement de l'intelligence artificielle de façon sûre et bénéfique, spécifiquement s'agissant de la protection des enfants. Les risques pesant sur la cybersécurité ont fait également l'objet de discussions approfondies.

Le sommet, sans citer la Chine, a souligné la nécessité d'assurer la sécurité des chaînes d'approvisionnement de matériaux critiques. On sait que le Japon, les États-Unis et l'Union européenne ont des projets d'achat de terres rares à des prix garantis et l'Union européenne de son côté a adopté la directive «Raw Material Act».

Le domaine de la santé a été évoqué concernant Ebola et la nécessité d'être prêt en cas de crise majeure notamment par un engagement financier en cohérence avec les actions de l'ONU. Le cancer à également fait l'objet d'engagements en faveur des échanges de diagnostics.

Des textes ont été également adoptés concernant le trafic de drogue ainsi que les trafics de migrants dans l'objectif de coordonner les actions pour le démantèlement des réseaux criminels. Une déclaration a été adoptée sur le financement du développement ainsi que sur la croissance, en soulignant en particulier le rôle du FMI et de la Banque mondiale.

C'est sur les conflits en cours que le sommet a lancé un signal d'unité. Concernant le conflit russo-ukrainien, les chefs d'État et de gouvernement du G7 en présence du Président Zelensky ont resserré les rangs avec les États-Unis et rappelé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ils ont réaffirmé leur soutien militaire en particulier par des capacités aériennes et des armes à longue portée. Ils ont affirmé leur volonté d'accroître la pression sur l'effort de guerre russe.

S'agissant du conflit entre les États-Unis et l'Iran, c'est à Versailles, à la fin du dîner de gala, qu'a eue lieu la signature du «Memorandum of Understanding» entre les États-Unis, avec le président Trump sur place et l'Iran, avec le président Pezmeskhian à Téhéran par signature électronique. Ce texte accueilli avec soulagement par les membres du G7 – qui n'y ont en rien contribué – mais qui par leur présence et la mise en scène ont donné le sentiment de l'appuyer, est censé établir un cessez-le-feu de 60 jours au cours duquel seront négociés des sujets de fond comme les capacités nucléaires iraniennes, la levée des sanctions et en particulier le régime de passage dans le détroit d'Ormuz. On a vu depuis la fragilité des engagements pris et les violations continues du cessez-le-feu.

Le Liban a fait l'objet d'un appel à cesser le feu solide, au désarmement du Hezbollah et un rappel à l'indépendance et à la souveraineté du pays.

D'une manière générale, compte-tenu du contexte relativement tendu des relations de l'Union européenne avec les États-Unis, de même que les relations de Washington avec le Japon et le

Canada, le tout dans un contexte d'incertitude liée au développement des conflits russo-ukrainien et américano-iranien, le sommet du G7 d'Évian 2026 peut être considéré dans la forme comme un succès et dans le fond comme un effort pour plus d'unité sur les grands défis du moment. Les orientations prises sur le plan économique, technologique et sanitaire nécessiteront un suivi assuré par les États et les organisations internationales concernées.

**« Le sommet du G7 d'Évian 2026 peut être considéré dans la forme comme un succès et dans le fond comme un effort pour plus d'unité sur les grands défis du moment. »**

L'environnement conflictuel du sommet a lourdement pesé sur ses conclusions. Beaucoup dépendra de l'attitude américaine vis-à-vis de l'Iran et des conséquences de ce conflit sur l'économie mondiale, ce sur quoi le G7 en tant que tel a peu ou pas de prise. Concernant le conflit russo-ukrainien, nul doute qu'il s'agit d'un retour à l'unité mais aussi d'un pas supplémentaire dans le durcissement des positions qu'il implique. Un doute subsiste aussi sur la durabilité de la position de fermeté du Président Trump et sa cohérence vis-à-vis de la Russie ●



REGARD D'EXPERT

# Que peut-on attendre de l'accord entre Israël et le Liban signé à Washington le 26 juin ?

Par **Bertrand BESANCENOT**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

*Cet accord est le premier signé directement entre ces deux pays et il est présenté comme une étape importante dans la normalisation entre deux États qui ne se reconnaissent pas encore.*

La pression américaine a permis ce résultat qui n'avait rien d'évident : en effet Israël occupe une partie du territoire libanais, a envahi son voisin à trois reprises, est très nettement supérieur sur le plan militaire, porte un projet expansionniste au Moyen Orient et est prêt à détruire tout ce qui l'entoure pour assurer sa sécurité.

De l'autre côté, le Hezbollah – parti encore dominant au Liban – est inféodé à Téhéran, a entraîné le pays du cèdre dans plusieurs guerres contre sa volonté, cherche à maintenir sa domination et menace de torpiller la paix civile si on touche à ses armes.

De ce fait, il y a au Liban un profond désaccord entre les différentes communautés sur les causes des difficultés du pays et sur les solutions à envisager ; et l'accord signé polarise le débat politique. En effet, l'accord-cadre signé à Versailles entre les États-Unis et l'Iran fait *de facto* de la République islamique un acteur incontournable au Liban – ce qui inquiète les adversaires du Hezbollah – mais il donne aux États-Unis un levier pour tempérer les ardeurs guerrières du gouvernement Netanyahu au Liban, ce qui est source d'espoir pour beaucoup.

S'agissant de l'accord en quatorze points entre Israël et le Liban, il a le mérite de mettre – sur le papier – un terme au conflit au Liban et reconnaît la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban,

ce qui n'est pas indifférent quand on sait les ambitions territoriales au sud-Liban de certains extrémistes en Israël.

En revanche, il n'y a pas de calendrier de retrait des forces israéliennes au Liban car Netanyahu le lie à l'élimination totale de la menace du Hezbollah contre Israël. En outre, le Premier ministre israélien a sa propre interprétation de l'accord, qui lui donnerait carte blanche pour continuer à frapper le Hezbollah au titre de la légitime défense.

De son côté, le Hezbollah refuse de se conformer à cet accord, ce qui entrave l'objectif de son désarmement. En outre, l'armée libanaise n'a pas vraiment les moyens de réaliser seule ce but et elle doit éviter le risque de dissension en son sein entre communautés. La tâche du gouvernement libanais est donc très difficile, ce qui l'amène à n'envisager qu'un processus progressif, avec une assistance internationale. C'est la raison pour laquelle Beyrouth doit se satisfaire dans un premier temps de la création de deux zones-pilotes au sud du pays, dont Israël se retirerait au profit de l'armée libanaise.

**« La tâche du gouvernement libanais est donc très difficile, ce qui l'amène à n'envisager qu'un processus progressif, avec une assistance internationale. »**

Un autre point de l'accord risque de poser problème : l'article 13 stipule que le Liban renonce à engager des poursuites légales contre de potentiels crimes de guerre, ce qui n'est pas accepté par certaines parties au Liban et devrait être contesté au Parlement.

Quant aux États-Unis, ils sont censés mobiliser les partenaires internationaux du Liban pour apporter une aide humanitaire et reconstruire le pays. Les pays du Golfe sont naturellement visés, mais ils ne le feront qu'à certaines conditions. Ils



© Planet Volumes, Unsplash

estiment en effet – à juste titre – que la pérennité de l'accord israélo-libanais ne sera assurée que s'il y a un accord global américano-iranien, amenant Téhéran à accepter un désarmement du Hezbollah et sa transformation en un simple parti politique, ce qui est loin d'être acquis.

Or il n'est pas assuré que les négociations américano-iraniennes aboutiront à un accord global dans les 60 jours. En effet, le président Trump cherche a priori à sortir du guépier du conflit avec l'Iran en acceptant certains compromis, mais le régime iranien risque d'être intransigeant dans ses demandes car il estime avoir gagné la guerre. En outre, Netanyahu n'a pas renoncé à « finir le travail » au Liban comme en Iran, et on ne peut pas exclure – si la négociation entre Washington et Téhéran traîne en longueur – qu'il cherche une nouvelle fois à entraîner les Américains dans une nouvelle aventure militaire.

À cela s'ajoute la frustration des pays du Golfe – premières victimes du conflit – qui entendent faire valoir leurs préoccupations notamment sur le dossier balistique iranien qui est la menace la plus claire les visant. En outre, ces pays – à l'exception des Émirats Arabes Unis – perçoivent désormais Israël comme l'une des principales sources d'instabilité dans la région, d'autant plus que le gouvernement de Netanyahu refuse la moindre concession aux Palestiniens.

Dans ce contexte général incertain du Moyen Orient, le Liban espère un apaisement des tensions et des progrès dans les négociations vers un arrangement régional qui lui permettrait enfin de se reconstruire. Mais il est conscient des difficultés de ces négociations en cours et du rôle déterminant du président Trump pour parvenir à un accord avant les élections de mi-mandat aux États-Unis. Après cette échéance – si un accord n'est pas conclu – il est probable que le Congrès souhaitera jouer un rôle actif sur ce dossier pour limiter le risque d'une reprise des hostilités (très coûteuses) et encadrer un futur accord avec l'Iran. La sortie du tunnel n'est cependant pas assurée.

Naturellement, la France continuera à faire le maximum pour protéger les intérêts du Liban, comme elle l'a toujours fait ●



## REGARD D'EXPERT

# De Platon à TikTok : peut-on encore sortir de la caverne avec l'IA ?

Par Thomas HAUSTANT



Après deux années de classes préparatoires, il intègre Grenoble École de Management, où il se spécialise en stratégie d'entreprise. Il commence ensuite sa carrière dans des cabinets de conseil en stratégie et stratégie digitale. En 2024, il rejoint Antidox pour accompagner de grandes entreprises dans la définition de leur stratégie social media, la création de contenus de marque et la gestion de leur image sur les réseaux sociaux. Son expertise lui permet de développer des campagnes pertinentes et de renforcer la notoriété de ses clients dans un environnement digital en constante évolution.

*En juin 2026, des milliers de passants se sont pressés sur le Pont Neuf à Paris pour découvrir l'installation monumentale de l'artiste JR. En transformant symboliquement le plus ancien pont de Paris en une immense caverne minérale, l'œuvre a envahi l'espace public mais aussi l'espace numérique. Photos, vidéos, analyses et réactions se sont multipliées sur les réseaux sociaux, générant des millions de vues et une infinité de points de vue.*

Cette prolifération de contenus autour d'un même objet est fascinante. Car si chacun semblait observer la même œuvre, chacun en voyait en réalité une version différente, filtrée par son algorithme, sa communauté, ses centres d'intérêt et ses habitudes de navigation.

À sa manière, cette caverne contemporaine nous rappelle une autre grotte, imaginée il y a près de 2 400 ans par Platon. Une caverne dans laquelle les individus ne perçoivent qu'une partie du réel et confondent parfois les représentations avec la vérité elle-même.

À l'heure où l'intelligence artificielle personnalise l'information à grande échelle et où les réseaux sociaux façonnent notre perception du monde, l'allégorie de la caverne n'a jamais semblé aussi actuelle.

### L'Allégorie de la Caverne : la matrice de nos écrans

Dans le *Livre VII* de *La République*, Platon imagine des prisonniers enfermés dans une

caverne depuis leur naissance. Face à eux, des ombres projetées sur un mur constituent leur seule vision du monde. Ne connaissant rien d'autre, ils finissent par les considérer comme la réalité.

Plus de 2 000 ans plus tard, Élisabeth de Marval, sociologue, trouve un écho saisissant entre cette métaphore et les réseaux sociaux et parle de « caverne numérique ». En effet, nos fils d'actualité nous donnent l'impression de voir le monde tel qu'il est, alors qu'ils nous montrent une version filtrée par les algorithmes, nos centres d'intérêt et nos habitudes de navigation.

À travers cette allégorie, Platon nous rappelle que nos perceptions peuvent être trompeuses et que la recherche de la vérité demande un effort. Sortir de la caverne, hier comme aujourd'hui, consiste à remettre en question ses certitudes, confronter ses idées à d'autres points de vue et dépasser ce que l'on voit au premier regard.

Une réflexion étonnamment moderne à l'heure des bulles informationnelles et des contenus générés par l'IA.

### Comment les algorithmes fabriquent nos horizons ?

Si les prisonniers de Platon étaient retenus par des chaînes physiques, selon Élisabeth de Marval, les internautes contemporains sont reliés à des chaînes beaucoup plus discrètes : données comportementales, recommandations automatisées, métriques d'engagement et systèmes de personnalisation. En effet, nos murs sont devenus des écrans et nos ombres sont devenues des contenus. Et le feu qui projette ces ombres prend aujourd'hui la forme d'algorithmes capables d'anticiper nos réactions avec une précision croissante.

Le phénomène est d'autant plus puissant qu'il est invisible. Contrairement à une propagande traditionnelle, l'utilisateur a souvent l'impression de choisir librement ce qu'il regarde alors qu'une sélection préalable a déjà été effectuée pour lui.

La plupart des utilisateurs imaginent que leur fil d'actualité reflète simplement ce qui existe sur Internet. En réalité, ils consultent une version hautement personnalisée du monde. Une bulle informationnelle naît de milliers de contenus et se construit progressivement à travers plusieurs mécanismes complémentaires.

Tout commence par un signal initial. Un simple clic, un commentaire, un partage ou quelques secondes d'attention supplémentaires suffisent. Pour la plateforme, chaque comportement constitue une donnée exploitable. Lorsqu'un utilisateur regarde plusieurs vidéos sur l'alimentation sportive, il ne manifeste pas seulement un intérêt ponctuel : il envoie un signal.

L'algorithme réagit alors en proposant davantage de contenus similaires. Le fil d'actualité se spécialise progressivement et devient plus homogène. Un intérêt pour le sport peut ainsi mener à des contenus sur la nutrition, puis sur les compléments alimentaires, la performance ou encore l'optimisation corporelle. À chaque interaction, la diversité des contenus proposés diminue légèrement.

Cette dynamique est ensuite renforcée par la validation sociale. Les recommandations ne proviennent plus uniquement de la machine : les créateurs, les commentaires et les communautés prennent le relais. L'utilisateur rencontre des personnes qui pensent comme lui, partagent les mêmes références et consolident ses convictions. L'impression de vérité grandit, non pas parce que l'information est nécessairement vérifiée, mais parce qu'elle est répétée.

Peu à peu, une chambre d'écho se forme (une situation dans laquelle l'information, les idées, ou les croyances sont amplifiées ou renforcées par la communication et la répétition dans un système défini). Les points de vue divergents deviennent plus rares et le désaccord finit par apparaître comme une anomalie. L'individu ne voit plus seulement certaines informations : il cesse d'en voir d'autres. C'est là que réside le véritable pouvoir de la bulle informationnelle.

Le phénomène peut ensuite s'intensifier selon une logique d'approfondissement permanent, souvent appelée « *rabbit hole* ». Prenons l'exemple du changement climatique. Une simple curiosité sur l'augmentation des tarifs d'assurance peut conduire à la découverte de la multiplication des catastrophes naturelles, puis à des questions sur les sécheresses, l'agriculture ou le prix du café. Ces interrogations ouvrent à leur tour des réflexions sur l'économie mondiale, les migrations ou la géopolitique. Chaque réponse mène à une nouvelle question, chaque porte à un nouveau couloir.

L'utilisateur a alors le sentiment d'explorer librement, alors qu'il suit souvent un parcours largement orienté par les mécanismes de recommandation. La caverne devient personnalisée. Deux individus peuvent vivre dans le même pays, utiliser la même plateforme et pourtant évoluer dans des réalités informationnelles radicalement différentes.

## L'IA générative : des ombres produites à la demande

Avec l'arrivée de l'intelligence artificielle générative, une rupture supplémentaire apparaît.

Jusqu'à récemment, les contenus trompeurs nécessitaient du temps, des compétences et des moyens humains.

Désormais, quelques lignes de texte suffisent pour produire : des images, des vidéos et des voix artificielles avec des récits entièrement inventés. L'algorithme ne se contente plus de sélectionner les ombres. Il les fabrique.

Cette évolution brouille davantage la frontière entre représentation et réalité. Ce qui devient problématique n'est plus seulement la véracité d'un contenu, mais notre capacité à distinguer ce qui a été observé, interprété ou entièrement généré.

Face aux bulles informationnelles, les risques ne sont pas les mêmes selon les générations. Les seniors, qui ont souvent découvert Internet à l'âge adulte, peuvent être davantage exposés à la désin-

formation. Une image crédible, un faux média, une vidéo manipulée ou un contenu partagé par une personne de confiance peuvent parfois suffire à accorder de la crédibilité à une information trompeuse. L'isolement social peut également renforcer l'influence de certaines communautés en ligne.

Les plus jeunes, eux, repèrent généralement mieux les faux contenus. Leur vulnérabilité se situe davantage dans la manière dont les plateformes façonnent leur attention, leurs références et parfois leur construction identitaire. Le risque n'est plus seulement de croire une information erronée, mais de se définir à travers un univers de recommandations conçu pour capter leur engagement.

## Peut-on encore sortir de la caverne ?

Certaines plateformes permettent aujourd'hui de réinitialiser les recommandations ou de modifier les paramètres de personnalisation. Mais effacer l'historique d'un algorithme ne suffit pas à effacer les réflexes et les biais qui ont contribué à façonner notre environnement informationnel.

La véritable sortie de la caverne repose avant tout sur quelques réflexes simples : diversifier ses sources, s'exposer à des points de vue différents, comprendre les mécanismes de l'économie de l'attention et conserver une posture critique face aux contenus qui nous séduisent ou nous indignent. La question essentielle n'est pas « Suis-je d'accord ? », mais plutôt « Comment puis-je vérifier cette information ? ».

Paradoxalement, l'intelligence artificielle peut aussi devenir un allié. Utilisée avec discernement, elle permet de comparer des perspectives, de synthétiser des connaissances complexes ou d'explorer des arguments contradictoires. À condition de l'utiliser comme un outil de réflexion, et non comme un substitut au jugement.

Avec l'IA et les réseaux sociaux, arriverons-nous un jour à voir le monde tel qu'il est, ou à travers les représentations que nous construisons de lui ? ●



© Andrei Antipov, Shutterstock

## COMMUNICATION ÉVÉNEMENT

# Le coton africain, une opportunité pour l'Europe

NSI Group a eu le plaisir d'organiser hier au Parlement européen, en partenariat avec l'eurodéputé François Kalfon, la table ronde « **The African Cotton Opportunity: Rethinking Europe's Textile Supply Chains** ».

Décideurs politiques, diplomates, représentants de marques européennes, société civile et industriels en Afrique réunis dans la salle Spinelli pour une question simple mais urgente : et si l'Europe s'approvisionnait différemment ?

Au cœur des échanges, le constat suivant : l'Afrique produit 10% du coton mondial et en exporte 90% sous forme brute. Une équation qui traduit à la fois un gaspillage énorme de valeur ajoutée et une opportunité considérable pour les chaînes d'approvisionnement européennes.

Car pendant que 1 vêtement sur 3 vendu dans l'UE est fabriqué en Chine, des unités industrielles intégrées « de la ferme à la mode » émergent au Bénin, au Kenya, en Tanzanie avec des délais de transit deux à cinq fois inférieurs à ceux de l'Asie, des critères environnementaux et des chaînes traçables de bout en bout.

Merci à François Kalfon, Bruno Delaye, Virginie Cayzele (Kiabi), Arvind Mathur et Léondji Beheton (ARISE – Panafrutex), Belinda Edmonds (African Cotton Foundation) et Jennifer Baker (Euractiv) pour la qualité et la richesse des échanges ●



### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.